

Circulaire du 15 juin 1992 relative à la mise en œuvre du procédé Virhoplan de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés

NOR : SANP9201073C

Paris, le 15 juin 1992.

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire et le ministre de l'environnement à Messieurs les préfets de région (pour information), Mesdames et Messieurs les préfets de département (pour exécution).

Référence : notre circulaire du 26 juillet 1991, relative à la mise en Œuvre de procédés de désinfection des déchets hospitaliers et assimilés.

Par circulaire du 26 juillet 1991 nous vous informions de notre volonté d'étendre les possibilités de traitement des déchets des établissements hospitaliers et assimilés à d'autres procédés que la stricte incinération.

En application de ce texte, nous avons l'honneur de vous faire connaître que le procédé Virhoplan, présenté par la société Epsilon's (zone industrielle, 44116 Vieilleville), vient d'être soumis à une telle procédure d'évaluation. Le 27 novembre 1991, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a rendu un avis favorable à l'utilisation de ce procédé pour le prétraitement des déchets hospitaliers contaminés, sous réserve du respect de certaines modalités. Vous trouverez cet avis joint en annexe. L'objet de la présente circulaire est de mettre en Œuvre le contenu de cet avis.

Le conseil supérieur a constaté que les résidus issus de cet appareil présentent, de façon fiable, un niveau de contamination microbiologique inférieur à celui des ordures ménagères, après avoir subi un stockage de quarante-huit heures, temps nécessaires pour une action complète du désinfectant. A l'issue de ce stockage, les déchets ainsi prétraités peuvent être éliminés soit par incinération, soit par mise en décharge, suivant les modalités habituelles relatives aux résidus urbains. Il conviendra d'exclure les techniques de compostage en raison des caractéristiques physico-chimiques et organiques de ces déchets.

En complément des produits déjà interdits et rappelés dans la circulaire précitée, les toxiques volatils ne doivent pas être soumis à ce procédé.

Enfin, en complément des règles énoncées dans notre circulaire, précitée, nous vous demandons de vouloir bien nous adresser sous le double timbre, dans les six mois suivant une telle installation, un rapport rendant compte de son insertion dans la chaîne d'élimination des déchets.

Vous voudrez bien nous tenir informés des difficultés que pourrait rencontrer la mise en œuvre de cette circulaire.

Le ministre de la santé et de
l'action humanitaire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé.
J..F. GIRARD

Le ministre de l'environnement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la prévention des
pollutions et des risques, délégué aux
risques majeurs,
H. LEGRAND

CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE**SECTION ÉVALUATION DES RISQUES DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA SANTÉ**

Séance du 27 novembre 1991

Avis relatif au procédé Virhoplan de désinfection des déchets hospitaliers contaminés

Considérant d'une part les éléments contenus dans le dossier remis par le pétitionnaire ;

Considérant d'autre part les résultats des essais menés au cours de l'année 1991 au centre hospitalier général de Niort ;

Le conseil, après audition de l'industriel, et en ayant débattu :

1. Donne un avis favorable l'utilisation du procédé Virhoplan présenté par la société Epsilon's pour la désinfection des déchets hospitaliers contaminés (au sens de la réglementation en vigueur et notamment la circulaire no 53 du 26 juillet 1991).

2. Estime que l'efficacité antimicrobienne du procédé assure, après un stockage de quarante-huit heures, une désinfection des déchets hospitaliers contaminés, les amenant à un niveau de contamination inférieur à celui des déchets ménagers.

3. Assortit son avis des réserves suivantes :

- en fonctionnement, il sera régulièrement procédé à des dosages des teneurs en principes actifs du bain de désinfection, suivant le protocole défini par l'industriel ;
- les déchets admis dans cet appareil ne devront pas contenir de toxiques volatils ;
- le local d'implantation de la machine devra être correctement ventilé et, si nécessaire, isolé phoniquement ;
- les premières installations devront faire l'objet d'un suivi portant sur la mise en place du procédé et la destination finale des déchets ;

4. Formule les souhaits suivants :

- les rejets liquides devront être limités à minima (sauf opérations d'entretien) ;
- l'isolation acoustique de la machine sera renforcée.